

General Electric : Stop au démantèlement !

Développer la filière énergétique industrielle pour répondre aux besoins humains, écologiques et sociaux de nos territoires pas à ceux de la finance !

En annonçant 1 044 suppressions d'emplois sur le territoire de Belfort, soit plus de la moitié des effectifs dédiés à la filière des turbines pour centrales à gaz, avec les effets induits sur la cinquantaine de sous-traitants, **General Electric porte un coup terrible à la filière énergétique et industrielle française, ceci après des centaines de suppressions d'emploi chez GE renouvelables (GE-Hydro power).**

D'un trait de plume est rayé de la carte le plus gros centre de production mondial de turbines à gaz, des **savoir-faire technologiques et des compétences humaines accumulés depuis des décennies**, qui ont conduit à la capacité de réaliser de A à Z des turbines aux puissances variées.

LA DÉCISION DE GE EST ANTI-ÉCOLOGIQUE ET ANTI-ÉCONOMIQUE

La turbine à gaz est décisive pour la transition écologique en tant qu'alternative au charbon et au lignite dans les pays qui l'utilisent massivement, car elle produit deux fois moins de CO₂ et aucune particule fine. Son pilotage flexible en fait une des technologies incontournables pour compenser l'intermittence des énergies renouvelables, tant que des solutions de stockage viables ne sont pas trouvées. Elle peut aussi avoir sa place dans un **avenir énergétique décarboné** (biométhane, hydrogène). **Loin d'être en fin de cycle de vie, le produit devrait connaître au contraire un bond de sa demande mondiale.**

LA DECISION DE GE OBÉIT À UNE LOGIQUE DE RENTABILITÉ FINANCIÈRE À TOUT PRIX

Un fonds de pension prédateur (Trian Fund Management) a pris le contrôle de GE en 2017, après la vente d'Alstom-Énergie à GE, qui s'est soldée par un désengagement de l'État français, jusqu'à la vente par Alstom de ses parts dans les co-entreprises de l'énergie au bénéfice juteux d'actionnaires d'Alstom comme Bouygues. Le groupe GE, qui a distribué 117,2 milliards de dollars en dividendes et rachats d'actions en 10 ans, mène une **stratégie financière globale boursière** se traduisant par des cessions et restructurations considérables d'actifs industriels pour faire uniquement de l'argent ailleurs et autrement.

Après la vente d'Alstom-énergie à GE, tous **les brevets mis au point à Belfort ont été transférés sans contrôle dans une filiale de droit Suisse, ainsi que les fonctions stratégiques** (gestion de projet, services commerciaux) et donnent lieu au paiement de royalties et redevances diverses par le site. Cela s'apparente à un véritable hold-up sur les technologies mises au point par les travailleurs-euses de nos territoires, avec l'appui de nos services publics, et fonctionne comme **une pompe aspirante de la valeur créée sur le territoire, en même temps qu'un moyen d'échapper à l'impôt en France.**

À cela s'ajoute une stratégie de délocalisation d'activités de production aux USA, conforme à l'objectif politique de D. Trump « *America first* ». C'est une véritable guerre économique qui se livre, où la France et l'Europe sont un champ ouvert à tous vents et se retrouvent prises en étau entre les États-Unis et les pays asiatiques s'il n'y a pas de véritables stratégie et politique industrielle en la matière.

Dans cette situation de perte de contrôle sur une industrie essentielle à la transition écologique, **la responsabilité de l'État est majeure.**

L'INDUSTRIE ET LES COOPÉRATIONS NATIONALES SABORDÉES, AVEC L'APPUI D'E. MACRON

Les doutes sur les choix de restructurations industrielles opérés depuis une vingtaine d'années sont tels que **deux commissions d'enquête parlementaires** ont été constituées, à l'Assemblée nationale et au Sénat. Leurs conclusions sont sans appel : « ***L'État a failli à préserver les intérêts nationaux*** » **déclare O. Marleix, président de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale.**

Cette affaire a même pris récemment un tour judiciaire avec un signalement adressé au procureur d'un possible « *pacte de corruption* ».

Les **opérations successives** de ventes à la découpe et de désengagement de la part de l'État ont été réalisées sous la pression d'intérêts financiers puissants, **sans vision industrielle et sans souci de l'indépendance nationale.** La nomination comme directeur de GE-France d'un ancien conseiller du président n'est pas de nature à rassurer sur les liens actuels entre le pouvoir politique et le pouvoir économique.

CE QUE NOUS SOUTENONS

Une **politique énergétique cohérente et efficace** suppose au contraire que les projets industriels soient au niveau des prévisions concernant la transition écologique et qu'ils s'appuient sur le développement de l'emploi, des compétences, d'un outil industriel, sur une relation intime, et non prédatrice, avec la recherche et les services, et sur des coopérations avec les entreprises privées et publiques.

L'enjeu immédiat est donc **la préservation et le développement de la filière des turbines à gaz**. C'est l'intérêt vital pour **l'avenir du territoire**, de ses salarié-e-s, sa jeunesse, ses habitant-e-s, ses PME sous-traitantes. C'est l'intérêt du pays tout entier d'insérer son industrie dans une **transition écologique réussie**, en faisant en sorte que **l'efficacité sociale et économique l'emporte sur le profit égoïste**.

Nous récusons les fausses solutions de la diversification qui sont avancées, parce qu'elles s'inscrivent dans un temps bien trop long. Ces pistes, quel que soit leur intérêt à moyen et long termes, **ne permettent pas de préserver les compétences humaines et l'outil industriel**, dont la disparition serait irréversible.

NOUS DEMANDONS

1. Un **moratoire immédiat** sur le plan de suppression des emplois et l'ouverture d'un véritable débat public et social, avec toutes les parties prenantes, mettant toutes les informations sur la table
2. Un **plan de développement industriel ambitieux de la filière**, incluant R-D, formation, préservation des emplois et investissements, coopérations industrielles à l'échelle nationale et européenne, s'appuyant sur **l'atout humain** exceptionnel de Belfort et la **mobilisation de moyens financiers bancaires**.
3. **La dénonciation de l'accord de cession d'Alstom-Énergie à GE** de novembre 2014, **que GE n'a pas respecté**, non seulement sur la création des 1 000 emplois, mais sur l'avenir du site de Belfort, qui devait assurer pendant 10 ans les fonctions d'un centre mondial de décision, ce qui implique notamment :
 - Le retour en France de la propriété intellectuelle **des brevets** mis au point en France et la transparence sur les royalties et droits versés.
 - L'annulation de la vente des parts d'Alstom dans les co-entreprises énergie détenues avec GE, puisque la « fusion » d'Alstom-Transports avec Siemens ne s'est pas faite et, pour la même raison, l'annulation du versement du dividende exceptionnel de 900 millions d'euros, toujours prévu pour juillet prochain.
4. La **création d'un comité de suivi démocratique**, doté d'un pouvoir effectif de contrôle des engagements, incluant les représentants syndicaux, les élus locaux, et les représentants des partis politiques ayant participé aux commissions d'enquête parlementaires. C'est à ce comité et non à GE, qu'il revient de décider de l'affectation des 50 millions d'euros d'amende pour non-respect de la promesse de création d'emplois.

DES SOLUTIONS EXISTENT, LE GOUVERNEMENT A DES LEVIERS POUR AGIR

La responsabilité de l'État dans la situation actuelle est évidente, **sa responsabilité pour en sortir par le haut également**. Si ce dossier pose à terme la question de la maîtrise publique sur nos secteurs économiques stratégiques, dans l'immédiat, **l'État doit intervenir au lieu d'accompagner les décisions de GE**, et il n'est pas sans moyens d'actions pour le faire.

GE vit en grande partie **des commandes publiques**, non seulement l'énergie, mais pour les équipements des hôpitaux, les services aux collectivités locales. L'entreprise a perçu **du CICE, du CIR** (crédit impôts recherche), alors même que le groupe ne cesse de délocaliser des activités, y compris l'ingénierie. **Les intérêts de GE en France**, avec 17 000 salarié-e-s employé-e-s au total, sont importants. Il existe donc, avec de la volonté politique, **des moyens de pression économiques**.

Les **possibilités juridiques effectives existent de dénoncer** le contrat de 2014 que GE n'a pas respecté, pour que la puissance publique reprenne la main sur les orientations stratégiques du secteur de l'énergie.

Il est temps de mettre un coup d'arrêt à des décisions qui nous emmènent un peu plus vers le point de non-retour des technologies et capacités industrielles fondamentales de notre pays. Pour retrouver la voie d'une véritable politique industrielle et de services au service des besoins sociaux et écologiques de notre pays, et de nos territoires, nous voulons contribuer à imposer d'autres choix que ceux d'une industrie soumise aux exigences de la finance. Notre argent et celui de nos banques doit servir à autre chose.